



**Document Category :** Article in Rue Frontenac

**Date :** May 9<sup>th</sup>, 2010

**Author :** Valérie Dufour

**Language:** French

**Summary:** Dufour talks about illegal immigrants who are abused by their employers. She also talks about the work of the Florida Immigrant Advocacy Center, an organization that offers free legal help to immigrants, and which she discovered during the Miami conference.

## Nouvelle passe-passe pour flouer les immigrants

MIAMI – Un peu comme le font les fraudeurs en télémarketing, certains employeurs du secteur hôtelier floridien ont découvert un truc pour économiser gros à coups de petits montants : ils embauchent des immigrants sans papiers, les forcent à travailler de longues heures et ne paient qu'une partie de leurs heures supplémentaires.

«Le vol d'honoraires est répandu en Floride chez les employés de certains secteurs tels l'aménagement paysager, la construction, l'entretien ménager, les hôtels et les restaurants. La réalité, c'est qu'il y a un tas de gens qui ne se font pas payer pour toutes les heures travaillées. (...) C'est une large exploitation à coups de 100 \$, mais qui touche un grand nombre de personnes», tranche Me Jennifer Hill, du Florida Immigrant Advocacy Center, un organisme qui offre de l'aide juridique aux sans-papiers.

Me Hill tente d'ailleurs d'obtenir une compensation pour trois années d'heures supplémentaires non payées pour une cinquantaine de personnes travaillant dans de grands hôtels. Selon les données les plus récentes, ces vols représenteraient près de 10 milliards de dollars US par an, ce qui représente une somme colossale pour des gens travaillant au salaire minimum. «Et en plus du fait qu'on ne paie pas les heures supplémentaires, j'évalue que de 25 à 30 % de ceux qui travaillent au salaire minimum ne reçoivent pas la totalité de leur salaire », ajoute l'avocate.

### Se battre pour la cause

Mais les clients de Me Hill ne se présentent pas seulement comme des victimes d'une injustice. Les deux femmes que nous avons rencontrées à Key Biscayne samedi après-midi avaient l'air décidé de celles qui sont prêtes à se battre pour la cause. «Je veux m'assurer que les droits des sans-papiers soient respectés. Pour ce faire, il faut que les immigrants cessent d'avoir peur et dénoncent les abus», insiste Silvia, une femme dynamique originaire de Colombie.

Quand elle est arrivée aux États-Unis, Silvia s'est fait embaucher comme nounou mais elle a vite été abusée par son patron. Ne voulant pas endurer ce calvaire, elle a quitté la maison où elle résidait et s'est trouvée un emploi de femme de chambre pour une grosse chaîne d'hôtels.

Tout allait bien jusqu'au jour où elle s'est blessée à la colonne vertébrale. En théorie, son assurance médicale aurait dû couvrir tous ses frais de santé. En pratique, son employeur lui a demandé de payer

de sa poche et a dit qu'il allait la rembourser, ce qu'il n'a pas fait. En bout de ligne, on lui a même offert 500 \$ pour affirmer que son accident de travail n'était pas arrivé... au travail.

### **Milliers de dollars**

C'est à ce moment que Silvia s'est tournée vers un avocat. Et son procureur a fait une énorme découverte en parcourant son dossier : on n'avait pas payé les heures supplémentaires de la dame

depuis un an et huit mois. Avec cette démarche juridique, Silvia a pu récupérer des milliers de dollars qui lui étaient dus.



*Vicky (gauche) et Silvia (droite) se battent pour que les droits des sans-papiers soient respectés. Photo courtoisie Florida Immigrant Advocacy Group*

Vicky a, elle aussi, travaillé dans l'industrie hôtelière. La jeune femme originaire du Venezuela a bossé de longs quarts de 18 à 20 heures à faire des ménages et à s'occuper de salles de banquet. Comme sa consœur, elle s'est fait voler des heures de travail rémunérées et elle est inscrite à la poursuite de la FIAC pour récupérer son argent.

«Ce n'est pas normal que chaque fois qu'on nous demande de travailler plus d'heures, on ne nous paie pas correctement. Et quand on demande de nous payer nos heures sup, notre employeur nous menace de nous dénoncer car nous sommes des travailleurs sans papiers. Il faut dénoncer la situation. Il faut nous battre pour nos droits», signale Vicky.

Et pour appuyer les femmes comme elles, Silvia et Vicky ont mis sur pied une coopérative où chacune peut vendre des petits plats ou des objets artisanaux pour se faire un peu d'argent de poche, mais surtout pour tisser des liens et briser l'isolement.